Ouvrir à notre peuple d'au

Cinq mois après le non des Français au projet de constitution européenne, la situation sociale et politique de notre pays confirme bien que ce vote massif et populaire n'a pas été un vote d'humeur. Le 4 octobre, ce sont plus d'un million de salariés qui ont rappelé au gouvernement et au patronat l'exaspération du monde du travail face à la dégradation continue du pouvoir d'achat et de l'emploi. Quant à la lutte pourtant extrêmement dure des marins de la SNCM, le soutien des Marseillais comme des Français a confirmé combien notre vision de la société et de l'avenir étaient antagonistes de celles des hérauts de l'idéologie libérale.

Parallèlement, diverses études, je pense notamment à l'enquête commandée à Vénissieux par André Gerin, ont confirmé la béance du fossé existant aujourd'hui entre notre peuple et «sa» classe politique : les partis qui ont voté au Parlement à 85% pour le projet de Constitution européenne se sont ainsi foncièrement discrédités.

La droite a parfaitement pris la mesure de cette situation : les déclarations de Sarkozy font certes froid dans le dos… Elle cherche à récupérer de façon populiste ce mécontentement populaire. Cette récupération vise à donner une légitimité politique qui fait largement défaut à ce gouvernement suite aux désastres électoraux qu'il a connus en 2004 et 2005, mais qui reste nécessaire pour poursuivre l'œuvre de démolition sociale. C'est bien en cela que le jeu entre Villepin et Sarkozy n'est rien qu'un poker menteur. Aussi, lorsque l'on analyse le budget pour 2006, il semble bien que les cartes qu'ils ont sorties de leur jeu soient de simples valets… «valets du capital» bien sûr.

D'abord, ce budget est le premier appliquant la nouvelle loi organique relative aux lois de finances (LOLF). En 2001, cette réforme, dénoncée par les parlementaires communistes, fut présentée comme une volonté de rééquilibrer les pouvoirs budgétaires en faveur du Parlement. Le ministère des finances n'avait alors accepté cette perte d'influence toute théorique qu'en contrepartie de l'institutionnalisation d'une logique de «performance», introduisant dans la gestion publique des critères et méthodes du privé, et de nouveaux rationnements de la dépense publique.

La LOLF apparaît bien pour ce qu'elle est : un levier pour l'austérité budgétaire avec l'annonce dores et déjà de la suppression de plus de 5000 postes de fonctionnaires pour 2006. En revanche, on a bien du mal à percevoir les progrès en matière de transparence et d'accroissement du pouvoir du Parlement : la sincérité de ce budget est nulle, tant les prévisions de croissance choisies par Thierry Breton (2,25%) sont irréalistes. Mais plus fondamentalement, on ne voit pas en quoi les pouvoirs du parlementaire ont augmenté : la procédure budgétaire reste sous le contrôle unique du ministère des finances. Et son exécution relève de la seule responsabilité de l'appareil d'Etat, qui sera en permanence incité à réduire les dépenses salariales.

Mais c'est évidemment le contenu de ce budget qui prête le plus de flanc à la critique : la droite a encore réduit l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune. La fiscalité sur les entreprises (Taxe professionnelle, impôt sur les sociétés) comme la progressivité de l'impôt sur le revenu ont encore été réduites. En outre, le gouvernement fait le choix d'entretenir le poujadisme latent d'une partie de l'opinion pour justifier de nouvelles défiscalisations des hauts revenus financiers, immobiliers et fonciers en créant ce fameux bouclier fiscal, limitant le taux d'imposition maximal d'un ménage à 60% de son revenu. Enfin, en réduisant les ressources de l'Etat, le gouvernement contribue à accentuer les facteurs de déficits publics. … Et c'est au nom de la réduction de ces déficits, source d'endettements supplémentaires dont se repaissent les marchés financiers, qu'il justifie de nouveaux freinages de la dépense publique.

Cette politique ne répond évidemment pas aux problèmes que nous rencontrons sur le terrain. Ainsi, la dégradation continue des prestations de service public est de plus en dénoncée par nos concitoyens : la Poste, les hôpitaux de proximité, la DDE, EDF, continuent de déménager des territoires les plus fragiles, entretenant un colère extrêmement forte dans nos campagnes. C'est dans ces mêmes territoires, loin des regards des médias, que disparaissent 25000 exploitations agricoles chaque année : combien de paysans n'ont aucun successeur, voire même sont contraints de mettre la clé sous la porte et de rejoindre les bataillons des chômeurs ?

Comme ailleurs, mais de façon plus aiguë dans les territoires ruraux, les industries sont confrontées à de nombreuses difficultés : combien de chefs d'entreprise m'interpellent pour dénoncer la pression de leurs donneurs d'ordre ou de leurs distributeurs, qui cherchent à s'accaparer toute la valeur ajoutée créée dans ces usines ? Combien d'autres, étranglés par l'explosion de leurs charges financières, sont à la recherche de modes de financement alternatifs à ceux découlant du choix de la domination des marchés financiers et des orientations actuelles de la Banque centrale européenne? Enfin, pour couronner le tout, ce sont des fonds spéculatifs qui rachètent des joyaux industriels. De véritables patrons voyous y sont mis en place : à charge pour eux de récupérer des brevets, des marques, puis de provoquer la faillite des entreprises considérées : près de Thiers, c'est l'orfèvrerie Couzon qui fut mis cet été en liquidation

tres perspectives d'avenir

judiciaire, entraînant dans sa chute presque 200 salariés, dont beaucoup, âgés, n'ont pour formation que celle du quotidien, dans la seule entreprise qu'ils ont connue… Avec cette faillite supplémentaire, c'est aussi toute l'identité et la tradition coutelière du bassin d'emploi thiernois qui sont à l'avenir menacés. Je vais donc proposer la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur le dépeçage et la liquidation d'industries traditionnelles par des Fonds d'investissement afin que ces pratiques soient révélées et des propositions législatives élaborées pour y mettre fin.

C'est évidemment à la résolution de ces problèmes que nous devons nous atteler, si nous souhaitons que le PCF soit identifié dans l'opinion comme une force alternative réellement crédible et rassembleuse.

Nous ressentons ainsi le besoin de faire partager devant tous les acteurs économiques et sociaux, et au plus près de la population, nos pistes de réflexion comme nos propositions en matière économique.

La question centrale est d'abord celle du financement de notre économie et notamment de son efficacité en matière d'emploi, de formation, de recherche et d'aménagement du territoire. A ce titre, notre proposition de créer, au plan national, un pôle bancaire public autour de la Caisse des dépôts, des services financiers de la Poste, de la Caisse d'épargne,…me paraît tout à fait répondre aux attentes des acteurs économiques locaux. Ce pôle public serait un atout appréciable pour financer grâce à une nouvelle mobilisation du crédit bancaire faisant reculer le rôle des marchés financiers le développement des entreprises, tout en privilégiant les projets les plus porteurs d'emploi durable et de qualifications. Mais sa mission ne pourra bien évidemment s'arrêter là : aujourd'hui, du fait de la prise de contrôle d'entreprises par des fonds spéculatifs, et donc de la domination du capital financier sur le capital physique, les dirigeants d'entreprise n'ont plus d'intérêt au développement de leur outil industriel. Le cas de Couzon, mais aussi de la chaussure à Romans, illustre bien cette situation. De plus en plus, seuls les salariés et les habitants des régions considérés ont intérêt à un développement et une modernisation des industries dans les territoires en liaison avec de nouveaux efforts de recherche et de formation. Aussi, l'objectif de ce pôle public de financement, doit aussi être de prévenir les prises de contrôle du capital de ces entreprises, et répondre de façon socialement efficace à leurs besoins de financement afin de maintenir l'ancrage territorial de ces industries. Tout de suite il est possible, dans chaque région gérée par la gauche, de créer un Fonds régional pour l'emploi et de la formation. Celui-ci, alimenté par des crédits d'action et de développement économique du budget du Conseil régional prendrait en charge tout ou partie des intérêts payés par les entreprises sur leurs crédits à moyen et long terme pour leurs investissements : plus ceux-ci programmeraient d'emploi et de formation, plus augmenterait la prise en charge des intérêts par le Fonds.

Nous devrons aussi chercher à aller au-delà de ces problématiques : assurer le développement des forces productives est une chose, modifier les rapports de production en est une autre, tout autant incontournable. C'est bien pourquoi salariés comme élus locaux devraient être partie prenante des orientations comme des choix de financement de ce pôle financier public comme des fonds régionaux pour l'emploi. Au sein même des entreprises, les salariés comme les élus devraient avoir leur mot à dire dans la définition des orientations stratégiques des entreprises, dans l'évaluation de l'impact de cette activité sur son environnement externe… C'est aussi dans ce cadre que pourront s'inscrire nos propositions en matière de sécurité emploi formation.

Nous avons là un certain nombre de propositions alternatives et crédibles. A nous d'en travailler d'autres, je pense notamment à la question des rapports entre sous-traitants et donneurs d'ordre ou entre les PME et la grande distribution, que nous n'avons malheureusement pu qu'effleurer durant la discussion de la loi PME l'été dernier. De même, je me félicite de la mise en place du Réseau national d'actions pour l'emploi (RAPE) annoncé le 22 octobre dernier lors du forum national des salariés en lutte à Paris et m'engagerai dans son animation. Nous serons ainsi prêts à partir à la bataille politique pour offrir à notre peuple d'autres perspectives d'avenir, pour changer vraiment la vie ! ■

André CHASSAIGNE, *député*

